

**Arrêté préfectoral complémentaire du ~~1~~ <sup>1</sup> ~~NOV.~~ <sup>NOV.</sup> 2022  
relatif à l'actualisation du classement des activités exercées  
suite à la mise en place du procédé poteyage  
par la société VERALLIA FRANCE SAS  
située rue François Arago - ZI Albi-Saint Juéry à Albi**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 511-1 à L. 517-2 et R. 511-9 à R. 517-10 du livre V - titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 actualisant les prescriptions de fonctionnement d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, relatif aux installations de la SA Verrerie Ouvrière d'Albi, Z. I. de Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2019-p-21 du 29 juin 2018 modifié portant autorisation de perturbation intentionnelle d'un regroupement urbain de Goéland leucophée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019 relatif à la stratégie de défense incendie et de la transposition de la directive européenne IED du site de la SA VOA Verrerie Ouvrière d'Albi – Z. I. de Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2021 portant autorisation de changement d'exploitant des installations situées Z. I. Albi-Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi au profit de la société VERALLIA FRANCE SAS ;
- Vu** les courriers en date du 23 juin 2020 et du 1<sup>er</sup> juillet 2021 par lesquels la société VERALLIA FRANCE SAS a porté à la connaissance du préfet les modifications envisagées au sein de son établissement d'Albi ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> juin 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 7 juillet 2022 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral dans le délai imparti ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient de fixer des prescriptions techniques au regard de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 ;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser le classement des activités exercées par la société VERALLIA FRANCE SAS au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture*

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l'arrêté**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations exploitées par la société VERALLIA FRANCE SAS pour son établissement situé ZI Albi-Saint Juéry au 9, rue François Arago sur le territoire de la commune d'Albi sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

#### **1.1. Nomenclature**

Dès notification du présent arrêté, les tableaux figurant à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 et à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019 autorisant la société VERALLIA FRANCE SAS à poursuivre l'exploitation d'une installation de fabrication et travail du verre sur le territoire de la commune d'Albi sont remplacés par le tableau de classement actualisé ci-après :

Rubrique	Installations et activités concernée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime
2530.1.a	Fabrication et travail du verre. La capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant 1. Pour les verres sodocalciques : a) supérieure à 5 t/j.	2 fours 658 tonnes/jour	A

Rubrique	Installations et activités concernée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime
3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verres, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.		A
4734.2.a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas, kérosènes (carburants d'aviation compris), gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 tonnes	2 cuves de fuel lourd de 650 m <sup>3</sup> 1 cuve GNR de 10 m <sup>3</sup> 1 cuve de fioul domestique de 72 m <sup>3</sup> (cuve bridée) Total = 1370 tonnes <sup>(1)</sup>	A
1510.2.b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	912 tonnes de matières combustibles 411 692 m <sup>3</sup> de volume d'entrepôt	E
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	4 chaudières à gaz d'une puissance totale de 3 MW 3 groupes électrogènes d'une puissance totale de 2,9 MW Puissance totale : 5,9 MW	DC
2921.1.b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	2 tours fermées avec chacune 1 circuit P = 1562 kW	DC

Rubrique	Installations et activités concernée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime
4718.2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.	Cuve de stockage de propane de 26 tonnes	DC
1530.2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m <sup>2</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>2</sup>	1 002 m <sup>3</sup>	DC
1532.2.b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	1 640 m <sup>3</sup>	D
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	32,51 kW	D
2661-1-c	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	1,4 tonne/jour	D
2925.1	Atelier de charge d'accumulateur Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	> 50 kW	D
4719.2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 tonne	182 kg d'acétylène utilisé à la moulerie 616 kg d'acétylène dédié au poteyage  Total : 798 kg	D

<sup>(1)</sup> Densité du fioul lourd à 1 - Densité du GNR et du fioul domestique à 0,85

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### **1.2. Statut de l'établissement**

L'établissement n'est ni Seveso seuil haut, ni Seveso seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3330 relative à la fabrication du verre, y compris de fibres de verres, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique sont celles associées au document BREF « verreries (GLS) ».

### **1.3. Conformité au dossier**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le porter à connaissance "projet cracking - rapport R\_MLX\_PR2012-1200\_V4" de juin 2021 déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **Article 2 : Prescriptions spécifiques relatives au stockage d'acétylène**

Le stockage et l'utilisation d'acétylène dans le cadre du procédé poteyage sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 (Acétylène).

## **Article 3 : Prescriptions spécifiques relatives aux installations de refroidissement visées au titre de la rubrique n° 2921**

Dès notification du présent arrêté, les prescriptions figurant au chapitre 1 du titre 9 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, appelées tours aéro-réfrigérantes (TAR), sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T90-431 (version 2020).

## **Article 4 : Affichage et publication**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée et un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune d'Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VERALLIA FRANCE.

## **Article 6 : Délais et voies de recours**

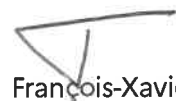
Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Fait à Albi, le **31 JUL. 2022**



François-Xavier LAUCH